



*Au nom de Dieu, le Compatissant, le Miséricordieux*

## Message du

**DR HUSSEIN A. GEZAIRY**  
**DIRECTEUR REGIONAL**  
**DE LA REGION OMS DE LA MEDITERRANEE ORIENTALE**

à

**l'occasion de la séance inaugurale de la**  
**CONFERENCE SUR**  
**LES DEFIS DE SANTE PUBLIQUE A RELEVER**  
**AU XXI<sup>e</sup> SIECLE DANS LES REGIONS DU MOYEN-ORIENT ET DE**  
**L'AFRIQUE DU NORD ET DE LA MEDITERRANEE ORIENTALE**  
**Beyrouth (Liban), 16- 21 juin 2002**

Excellences, honorables invités, Mesdames et Messieurs,

J'ai le grand plaisir de m'adresser à cette auguste assemblée de responsables politiques des Etats Membres de la Région OMS de la Méditerranée orientale et de la Région de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, à l'occasion de la conférence consacrée aux défis de santé publique à relever au XXI<sup>e</sup> siècle. Cette conférence représente un effort de collaboration de l'Organisation mondiale de la Santé et de la Banque mondiale pour accroître la sensibilisation et stimuler le dialogue parmi les responsables politiques de la Région eu égard aux défis de santé publique critiques et leur impact socio-économique et pour échanger des connaissances et des expériences actuelles et nouvelles en ce qui concerne les meilleurs moyens de relever ces défis d'une manière rentable, durable et équitable.

Il s'agit d'une occasion adéquate de renouveler notre engagement à faire face à ces défis immédiatement et de façon novatrice. La présence des Ministres des Finances et de hauts représentants des Ministères des Finances aux côtés de leurs homologues du secteur de la santé est une mesure importante dans la bonne voie.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Les défis de santé publique majeurs comprennent, notamment, la menace du VIH/SIDA, la tuberculose, le paludisme, d'autres maladies transmissibles, les maladies non transmissibles, les traumatismes et les accidents, qui font tous partie du double fardeau de la maladie dans de nombreux pays.

Nous nous trouvons actuellement à un moment critique dans l'évolution de l'épidémie de VIH/SIDA. Alors que la prévalence globale du VIH peut être faible dans la Région OMS de la Méditerranée orientale, le comportement humain et les conditions sociales qui contribuent à la propagation du virus sont présents dans tous les pays. Nous en sommes conscients, et tous les pays ont entériné la stratégie consacrée à l'amélioration de la riposte du secteur de la santé face au VIH/SIDA et aux MST lors de la réunion du Comité régional l'année dernière. La tuberculose est un autre problème de santé publique important dans la Région, avec neuf pays qui représentent 94% de la charge de tuberculose au niveau régional. De même, le paludisme demeure endémique à niveau faible ou modéré dans cinq pays qui ont presque tous mis au point une approche stratégique acceptable sur le plan technique pour la lutte contre le paludisme.

En 1998, les maladies non transmissibles contribuaient à près de 60% des décès survenant dans le monde et à 43% de la charge mondiale de morbidité. Sur la base des tendances actuelles, on estime que les maladies non transmissibles seront responsables de 73% des décès et de 60% de la charge de morbidité dans les 20 prochaines années. La cause de cette tendance à l'augmentation des maladies non transmissibles peut être attribuée aux conséquences des changements socio-économiques rapides, y compris l'urbanisation et les modifications du mode de vie. Il a été montré que le manque d'exercice physique associé à un mauvais régime alimentaire et l'usage du tabac était responsable de la majorité des cardiopathies coronariennes prématurées, du diabète et de l'ostéoporose. Des études réalisées à Oman et en République islamique d'Iran indiquaient que 60% à 70% des habitants des villes

mènent une vie sédentaire, et plusieurs pays de la Région ont des niveaux de surcharge pondérale et d'obésité chez l'adulte qui dépassent 30%. L'usage du tabac est un risque majeur dans la Région ; 35% des hommes fument, et le taux de tabagisme chez les femmes et les jeunes augmente très rapidement.

L'Organisation mondiale de la Santé joue un rôle prépondérant dans l'élaboration des stratégies et interventions clés pour lutter contre ces problèmes, et les progrès réalisés sont nombreux, comme l'illustrent l'augmentation de l'espérance de vie et la diminution de la mortalité. La protection de la santé, la promotion de modes de vie sains et la fourniture des services de soins de santé nécessaires représentent des moyens efficaces pour relever ces défis et le Bureau régional de la Méditerranée orientale s'est employé activement à mettre en œuvre plusieurs initiatives y compris l'Initiative mondiale pour un monde sans tabac et l'initiative « Pour votre santé, bougez ».

Il va sans dire que la réponse adéquate aux scénarios qui évoluent dans le domaine de la santé est déterminée par le niveau de développement des systèmes de santé et leur performance globale. L'OMS aide les pays à renforcer leurs capacités nationales dans l'analyse et la formulation des politiques, l'établissement des priorités et l'organisation et la gestion de la prestation des services de santé. On accorde un intérêt particulier au renforcement des capacités pour l'utilisation des instruments analytiques et gestionnaires avec l'expertise nationale et régionale existante.

Certains pays de la Région procèdent actuellement à une réforme du secteur de la santé dans le but d'améliorer la santé tout en augmentant l'efficacité et en protégeant l'équité. L'OMS fournit un appui technique à ces initiatives de réforme et souligne le rôle vital que les gouvernements doivent jouer, par l'intermédiaire des ministères de la santé, dans l'orientation générale des systèmes de santé et la protection de l'accès à des soins de santé de qualité pour les populations pauvres et vulnérables. Des stratégies de contrôle et de maîtrise des coûts sont inscrites dans la plupart des programmes de réforme de la Région, et les Ministères de la Santé reçoivent un appui afin d'explorer des méthodes alternatives de financement des soins de santé qui font la promotion de la mise en commun des risques dans la population et qui améliorent l'équité de la contribution financière.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Cette Conférence a consacré une session spéciale au financement des soins de santé.

Il faut reconnaître que dans le passé, le financement du secteur de la santé n'a pas reçu l'attention et l'importance qu'il fallait. Plusieurs pays de la Région ont terminé les comptes sanitaires nationaux, et une nouvelle série a été mise en route dans d'autres pays. Je saisis d'ailleurs l'occasion pour faire l'éloge de la collaboration fructueuse qui s'est établie entre l'OMS, la Banque mondiale et USAID pour mettre au point et maintenir l'analyse des comptes sanitaires nationaux dans les Régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée orientale et renforcer les aptitudes analytiques des responsables de l'élaboration des politiques.

Je souhaiterais inviter les Ministres des Finances et les hauts représentants des Ministères des Finances des divers pays à soutenir la mise en place et l'expansion de systèmes de sécurité sociale qui permettent d'éviter que les pauvres tombent en dessous du seuil de pauvreté en cas de maladie catastrophique.

Nous savons tous que les défis de santé publique auxquels nous devons faire face ne relèvent pas – et ne devraient pas relever – de la seule responsabilité des systèmes de santé. Depuis sa création, l'OMS fait la promotion de l'amélioration des déterminants de la santé tels que revenus, logement, environnement et autres facteurs culturels, sociaux et spirituels. La collaboration intersectorielle et l'autonomisation des communautés et leur participation représentent les piliers de la stratégie de la santé pour tous adoptée par tous les Etats Membres.

Il est essentiel de briser le cercle vicieux de la pauvreté et de la maladie. Une bonne santé permet aux pauvres de participer à des activités lucratives et productives. Depuis les années 80, le Bureau régional de la Méditerranée orientale s'est fait l'avocat de la réduction de la pauvreté pour la réalisation équitable des objectifs sanitaires. A l'appui de cette stratégie, le Bureau régional fait la promotion active des initiatives communautaires telles que les Besoins essentiels pour le développement, les villes-santé, les villages-santé et la femme, la santé et le développement auprès des Etats Membres. Nombre de ces initiatives ont produit une amélioration de l'état nutritionnel, une réduction de la mortalité, une plus grande

efficacité de la lutte contre le paludisme et la tuberculose, l'utilisation accrue d'eau de boisson saine, une scolarisation plus importante et des activités de promotion des modes de vie sains.

L'OMS, en consultation avec ses partenaires nationaux et internationaux, a mis au point une nouvelle politique sanitaire mondiale qui vise à relever les défis de santé majeurs au cours des décennies à venir. En 1998, l'Assemblée mondiale de la Santé a entériné la nouvelle déclaration mondiale sur la santé et la nouvelle politique sanitaire mondiale « la Santé pour tous au XXI<sup>e</sup> siècle ». Cette politique pour le vingt-et-unième siècle s'est développée à partir de la politique de la santé pour tous qui est basée sur les soins de santé primaires, un objectif d'inspiration commune depuis sa création en 1979. Le Bureau régional de la Méditerranée orientale continue de soutenir le concept des soins de santé primaires en tant qu'approche de l'Organisation mondiale de la Santé valable sur les plans technique, économique et social.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Malgré un engagement politique sans équivoque pour mettre en œuvre les politiques et stratégies de la santé pour tous visant à s'adapter aux nouveaux changements et défis, l'environnement économique défavorable au cours des dernières décennies du siècle dernier, en plus des conflits politiques non résolus, n'a pas permis la mobilisation des ressources nécessaires au développement sanitaire dans de nombreux pays à revenus faibles et intermédiaires.

Les Gouvernements dans ces régions doivent se rendre compte, plus que jamais, de l'importance de l'investissement dans la santé et de sa contribution au développement économique global. Le rôle du secteur social en général et du secteur de la santé en particulier, et leur impact sur la performance macro-économique et la réduction de la pauvreté n'ont pas fait l'objet de l'attention voulue dans le passé.

En janvier 2000, l'Organisation mondiale de la Santé a créé la Commission Macroéconomie et Santé pour évaluer la place de la santé dans le développement économique mondial. Dans son rapport, cette Commission propose une nouvelle stratégie d'investissement dans la santé pour le développement économique, basée sur un nouveau partenariat mondial des pays en développement et des pays industrialisés, qui pourrait sauver jusqu'à 8 millions

de vie chaque année d'ici la fin de cette décennie, en augmentant la durée de vie, la productivité et le bien-être économique des pauvres.

On estime que les investissements supplémentaires dans la santé, nécessitant de la part des bailleurs de fonds un dixième d'un pour cent de leur revenu national, seraient remboursés plusieurs fois en termes de millions de vie sauvées, de développement économique et de renforcement de la sécurité mondiale. En effet, l'importance de « l'investissement dans la santé » a été soulignée il y a presque 10 ans en 1993 dans un rapport qui a fait date, intitulé « Rapport mondial sur le développement », un effort de collaboration de la Banque mondiale et l'OMS.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Dans une perspective pragmatique, comment ceci se traduit-il pour les gouvernements de notre Région, et quelles sont les mesures qui sont prises et envisagées par l'OMS pour aider les Etats Membres ? Pour les Gouvernements de la Région dans lesquels les systèmes de santé sont insuffisamment financés, notamment les pays à faibles revenus, des fonds supplémentaires doivent être mobilisés si l'on veut que des améliorations tangibles soient réalisées dans la performance de leur système de santé pendant cette décennie. Prenant le chiffre de USD 34 par habitant recommandé dans le rapport de la Commission Macroéconomie et Santé en tant que dépense nécessaire pour assurer les services de soins de santé essentiels, le déficit financier annuel serait alors d'environ USD 4 milliards pour les cinq pays à faibles revenus de la Région de la Méditerranée orientale. Ce déficit peut être comblé par des sources gouvernementales avec l'appui de la communauté internationale. La solidarité internationale devrait également se matérialiser dans des efforts visant à réduire le fardeau de la dette qui handicape la plupart des pays à faible revenus, au niveau mondial et dans la Région.

Le fait que, malgré l'allocation limitée de ressources pour la santé, ces fonds ne soient pas utilisés de manière optimale à cause du manque d'efficacité dans les allocations et la technique inhérent au système rend la situation plus sombre. Malgré les efforts déployés par de nombreux Etats Membres, il y a un besoin réel de renforcement des capacités pour mieux planifier, mettre en œuvre, suivre et évaluer les principaux programmes et projets sanitaires. Ceci doit être abordé au minimum à deux niveaux : dans un premier temps, par une

coordination améliorée entre les partenaires du développement ; et ensuite, par une intensification de l'appui et de l'assistance de l'OMS aux Etats Membres pour la négociation des subventions et des prêts et la conception et la mise en œuvre de projets et de programmes de développement sanitaire.

Excellence, Mesdames et Messieurs,

S'il ne fait aucun doute que l'initiative visant à relever les défis de santé publique au XXI<sup>e</sup> siècle viendra des Etats Membres, l'OMS fournira tout l'appui possible pour faire face à ces défis par sa collaboration technique et ses fonctions de normalisation. J'espère que nous serons capables, avec l'appui de la Région de la Banque mondiale pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, d'aider les gouvernements à mettre en œuvre des réformes avec succès dans le secteur de la santé qui contribueront finalement à réduire le fardeau des maladies dans la Région et à améliorer la santé de nos populations.

Finalement, j'attends avec grand intérêt les résultats de cette importante réunion qui donnera une orientation stratégique au développement des programmes à venir et à l'établissement des priorités dans les Régions du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord et de la Méditerranée orientale et pourrait bien influencer sur la situation sanitaire en termes de résultats dans ces régions.